



ALLOCUTION DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
Journée de commémoration nationale des mémoires de la traite négrière,
de l'esclavage et de leurs abolitions

Jardin du Luxembourg, Paris – Samedi 10 mai 2008

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes réunis, ce 10 mai 2008, pour célébrer la journée de « commémoration nationale des mémoires de la traite négrière, de l'esclavage et de leur abolition ».

En ce jour d'hommage solennel de la Nation, nous devons tous avoir à l'esprit les valeurs qu'incarne notre République, valeurs dont nous devons être fiers. C'est au nom de ces valeurs de liberté, d'égalité de fraternité que des femmes et des hommes se sont battus pour faire abolir l'esclavage.

Regardons cette histoire telle qu'elle a été. Regardons-la lucidement car c'est l'histoire de France.

Dès 1789, le principe universel de la dignité humaine a été posé : « Tous les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit ». La force de ce message n'aurait dû souffrir aucune exception. Elle n'a pourtant pas suffi à l'émancipation des esclaves.

A l'époque, de nombreuses voix se sont élevées, celles de Rousseau, l'Abbé Grégoire, l'Abbé Raynal, pour défendre ces principes, pour dénoncer les horreurs de l'esclavage et condamner le commerce triangulaire des Noirs. Ces voix n'ont pas été entendues. Nous ne devons pas oublier l'humanisme et le philanthropisme du siècle des lumières.

L'histoire de l'esclavage, c'est l'histoire du combat des abolitionnistes contre les résistances économiques et les conservatismes politiques de l'époque. Des hommes ont fait honneur aux valeurs de la République. Dimitile, Cimendef, la Mulâtresse Solitude... Ils étaient esclaves. Et ils ont été les premiers à combattre leur oppression. Elles ont été longues ces années de lutte pour mettre un terme à ce qui n'est rien d'autre qu'un crime contre l'humanité. Certains combats ont marqué les esprits, comme celui de Delgrès en Guadeloupe, de Toussaint Louverture à Saint Domingue.

L'esclavage a été une tragédie. Une tragédie qui a meurtri durablement des continents entiers. L'esclavage est une blessure. C'est une blessure profonde qui pèse encore sur nos consciences. Les mémoires portent le poids de cette histoire. Et je sais bien qu'il existe encore aujourd'hui, des inégalités qui trouvent leurs origines dans cet héritage si douloureux.

Ayons le courage d'en parler pour assumer ensemble notre histoire. La période coloniale et l'abolition de l'esclavage sont souvent vécues comme des histoires extérieures, j'allais dire périphériques. Elles font pourtant intrinsèquement partie de l'histoire de France. De cette histoire nous devons pouvoir tout dire.



Refuser la compréhension de leur propre passé aux générations issues des territoires qui ont connu l'esclavage, ce serait accentuer l'enfermement identitaire au détriment du modèle républicain.

A partir de cette histoire douloureuse, la République s'est construite. Elle s'est construite sur ces valeurs d'humanité et de respect de l'Homme. De cette histoire sont nées des cultures, des cultures au pluriel, qui font partie de notre culture commune, au singulier. La littérature qui en découle est devenue une référence pour le monde.

Au moment où je vous parle, je pense à Aimé Césaire. Nous garderons dans nos mémoires et dans nos cœurs son souvenir et son empreinte sur notre histoire.

Sa mise en garde continue d'ailleurs à nous interpeller. Il affirmait qu' : « une civilisation qui s'avère incapable de résoudre les problèmes que suscite son fonctionnement est une civilisation décadente. Une civilisation qui choisit de fermer les yeux à ses problèmes les plus cruciaux est une civilisation atteinte. Une civilisation qui ruse avec ses principes est une civilisation moribonde ». L'émotion provoquée par la disparition d'Aimé Césaire montre à quel point nous sommes toujours à la recherche de notre propre histoire.

Cette histoire doit être inscrite dans les manuels scolaires afin que nos enfants puissent comprendre ce qu'a été l'esclavage : afin que nos enfants puissent mesurer les souffrances que l'esclavage a engendré, les blessures qu'il a laissées dans l'âme de tous ceux que rien ne peut délier de ce passé tragique.

La traite des Noirs, l'esclavage, ainsi que leur abolition, seront donc introduites dans les nouveaux programmes de l'école primaire dès la rentrée prochaine.

Je souhaite également que cette histoire puisse être abordée à partir de l'étude d'œuvres littéraires, comme celles d'Aimé Césaire, et donc c'est dans le cadre des nouveaux programmes du collège et du lycée que je souhaite l'inscription de l'œuvre d'Aimé Césaire.

Et voyez-vous, dans mon esprit en tant que Président de la République, j'ai à cœur en décidant cela que les Français comprennent, comprennent cette partie de leur histoire dans ses dimensions géographiques, culturelles, économiques et sociales parce que cette histoire a plusieurs dimensions même si c'est la même tragédie. Et parce que les Français l'auront comprise, cette histoire, alors, elle deviendra notre histoire commune. L'histoire de tous les Français, pas simplement l'histoire d'une partie d'entre eux. Et ainsi me semble-t-il, nous pourrons entretenir de façon lucide et apaisée, dans mon esprit ces deux mots ont un sens, parce que cette lucidité nous la devons à ceux qui souffrent. C'est l'ensemble de la société qui s'en trouvera apaisé.

Je voudrais que l'on mette cette lucidité au service de l'apaisement. Et ainsi nous verrons lucidement et de façon apaisée la mémoire de l'esclavage. Le devoir de mémoire ne peut souffrir des concurrences et des clivages. Il ne peut pas y avoir de clivages. Le devoir de mémoire doit nous rassembler.

Dans la circulaire interministérielle que le Premier ministre a adressée, à ma demande, il y a quelques jours à l'ensemble de nos administrations, il a rappelé la portée de la commémoration nationale du 10 mai. Mais j'ai demandé que les autres dates commémoratives locales, tellement importantes pour la communauté d'outre mer, fassent partie intégrante de cette circulaire. Je l'ai fait car je sais l'attachement que vous portez au respect de ces dates qui sont liées à l'histoire de chacun des territoires d'outre mer. Je veux donc qu'il y ait la commémoration nationale, mais qu'en même temps nous reconnaissons les dates importantes pour chacun des territoires d'outre mer de façon à ce que chacun se sente respecté.



La date du 23 mai, je m'y étais engagé, deviendra une journée commémorative pour les associations qui regroupent les Français d'outre mer de l'hexagone et qui souhaitent célébrer le passé douloureux de leurs aïeux. Que l'on me comprenne bien : ce n'est pas parce que je m'y étais engagé que je le fais. C'est parce que je crois que c'était juste, que je m'y étais engagé, et donc que je le fais. C'est dans cet ordre là que les choses fonctionnent.

Dans le même esprit, le Centre national de ressources sur l'histoire de l'esclavage, voulu par les historiens, les écrivains et toute la communauté scientifique, je vous l'annonce, verra le jour très bientôt.

Car cette célébration ne doit pas être seulement un rappel historique. Cette célébration doit être, pour nous, l'occasion de dire qu'hélas l'asservissement existe toujours dans nos sociétés, sur presque tous les continents. Des millions de personnes sont encore victimes de la traite ; elles demeurent privées de liberté, soumises à des conditions d'exploitation brutales. Ces formes modernes d'esclavage doivent être condamnées sans faiblesse. Et je pense à ce moment à la tragédie que vit le peuple de Birmanie, où la communauté internationale veut venir en aide au peuple. Et où un régime éminemment condamnable en est à empêcher le débarquement de vivres, pour permettre de soulager la misère provoquée par un cyclone qui a créé des milliers de morts et des dizaines de milliers de sans abri. Et d'une certaine façon il y a un lien à ce que nous célébrons aujourd'hui. Et la douleur de constater qu'au XXI^{ème} siècle, la communauté internationale ne peut pas librement porter secours à des femmes et des hommes, comme vous, comme nous, ravagés par la nature et qui ont de surcroît la douleur d'avoir un gouvernement qui refuse l'aide de la communauté internationale.

Il n'y aura pas de paix dans le monde si nous transigeons avec le respect de la dignité humaine. En cette année de célébration du 60^{ème} anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme, la France doit défendre l'universalité des droits de l'homme face aux tentations relativistes auxquelles succombent certains, au nom de traditions historiques dévoyées. Au nom de traditions culturelles caricaturées, au nom de traditions religieuses qui n'ont jamais existé. Les droits de l'homme ne doivent pas être un privilège réservé aux plus riches. Ils sont la condition de l'émancipation du développement.

A vous tous ici aujourd'hui, à vous jeunesse venue de France métropolitaine et d'outre mer, à toute la jeunesse de France qui nous écoute, je veux dire que la France, en commémorant cette journée, entend montrer à quel point le combat pour la liberté de tous les hommes reste profondément d'actualité.

Je vous remercie et je félicite la chorale des enfants.